Première Année. — N° 13. 9 AOÛT 1879.

LE RÉVOLTÉ

POUR LA SUISSE
Un an . . . . . Fr. 4 —
Six mois . . . . . » 2 —
Trois mois . . . . . » 1 —
Les abonnements pris auprès des bureaux de poste paient une surtaxe de 20 centimes.

Organe socialiste

Paraissant tous les 15 jours

POUR L'EXTERIEUR
Un an . . . . . Fr. 5 30
Six mois . . . . . » 2 65
Trois mois . . . . . » 1 35
Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

Administration du *Révolté*, rue du Nord, 15, GENÈVE

SOUSCRIPTION PERMANENTE
pour la propagande socialiste-révolutionnaire.

Reçu: *Genève: Un Genevois, 20 fr. — Vevey: R., 5 fr. — Total, 25 fr. — Avec les sept premières listes (824 fr. 50 c.), 849 fr. 50 c.*

LA CRISE

sa cause, son remède.

—

Les crises économiques peuvent avoir plusieurs causes. Les unes résultent de l'introduction dans une industrie de machines nouvelles, d'autres sont la conséquence de guerres récentes; celle qui désole nos contrées horlogères est à mes yeux une question de « débouché ».

Je me propose d'examiner dans cette étude, pourquoi cette crise s'est produite, ce qu'elle est, et de rechercher le remède qu'elle comporte.

I. — ENGORGEMENT, FERMETURE DES DÉBOUCHÉS.

L'engorgement des « débouchés » est cet état social morbide qui résulte d'une période de « surproduction » dans l'une des branches de l'activité économique d'un pays.

J'emploie le mot « surproduction » à dessein; celui « d'excès de production » ne serait pas synonyme. Comment pourrait-il y avoir, en effet, trop de produits dans une société comme la nôtre, que la misère ravage? il y aurait seulement alors (ce qu'il y a maintenant): mauvaise distribution des produits. Je donne au mot « surproduction » un sens tout autre. Je l'applique à cet état de choses que présente une branche de l'industrie humaine où l'on fabrique en peu de temps, (en trois mois je suppose), une quantité de produits qu'il faut très longtemps, (un an par exemple), pour écouler; ce qui suppose ces horribles souffrances de neuf longs mois de chômage forcé.

Dans la vie des sociétés humaines, on trouve un moment économique, où chaque homme (ou plutôt chaque agglomération familiale) satisfait par son propre travail à la diversité de ses besoins immédiats. Chacun sait alors la quantité de chaque objet qu'il consomme, et chacun connait sa capacité productive pour chacun de ces objets. Chacun se met en mesure de produire la quantité de chaque objet qu'il sait nécessaire à soi et aux siens, et nul n'accumule dans sa hutte des quolifichets au risque de manquer de pain. A ce moment, tout homme connait le quantum de sa consommation et règle en conséquence la diversité de sa production. Il peut y avoir alors accumulation de produits, c'est à dire mieux-être, mais pas de « surproduction » nuisible.

Mais l'homme ne tarde pas à avoir plus de goût, à se sentir plus de disposition, pour la confection d'un produit que pour celle de tous les autres. Il s'y adonne, et bientôt la pratique lui montre qu'il y acquiert par l'habitude plus d'habileté: qu'il fait de jour en jour de meilleure besogne et en quantité plus grande. Or, comme le même phénomène a été ressenti par chaque producteur et à propos d'un produit différent, l'organisation économique se transforme: la division du travail s'introduit, l'échange se développe, l'outil se spécialise et, le travail sortant du foyer, le métier se constitue.

Dans cette phase nouvelle du développement sociétaire, le producteur n'aura plus pour guide le chiffre de sa consommation propre. Devenu travailleur spécialiste, tailleur, cordonnier, menuisier, etc., il n'ouvre plus pour lui seul, désormais, il ouvre surtout pour autrui. — Qu'il prenne garde maintenant! qu'il se renseigne! qu'il sonde les besoins des autres s'il veut éviter l'accumulation de ses produits, pour les voir dans sa boutique, se défraichir, se dégrader, passer de mode et s'avilir! sur la *demande* qu'il règle l'*offre!* au moment économique où nous sommes parvenus, la « surproduction » est possible et le chômage aussi. Heureusement, l'échange ne sort pas encore de la Commune, il peut se tenir au courant de la consommation qui se fait de l'objet qu'il fabrique, régler sa production, écarter de lui tout péril.

—

Cependant, les voies de communication s'établissent entre les noyaux agricoles ou industriels; les ponts enjambent les rivières; des demandes plus nombreuses viennent de l'extérieur. De plus, les seigneurs sont partis pour la Palestine, les routes en sont plus sûres: moins fréquemment on parle de marchands détroussés aux coins des carrefours. Aussi, l'échange sort de la commune, le commerce s'enhardit, il se répand, il devient national. Alors, qu'arrive-t-il? — Le même phénomène de spécialisation industrielle que nous avons surpris donnant le métier à l'individu, agit sur les localités. On avait depuis longtemps le village agricole; voici venir maintenant la noire localité minière en compagnie du hameau-forgeron; telle ville devient exclusivement maritime, et le chapeau goudronné sur la tête, elle creuse son port devant les flots de la mer qui la ronge; telle région d'où la neige proscrit l'agriculture pendant de longs mois et claquemure l'habitant, se met à ouvrer des dentelles ou fait son peuple horloger. La cité singe l'homme; comme lui, elle se choisit un métier.

Enfin, le débouché s'ouvre plus large. Un continent se découvre et le commerce devient international. Alors, l'orgie de la production commence! à côté de l'atelier fossile, près de la manufacture qui meurt, la grande fabrique surgit. Les outils, déjà parcellaires, sont arrachés de la main de l'homme; spécialisés encore, liés entre eux comme les organes divers d'un grand tout, ils taillent, mordent, découpent, scient, polissent le bois, le fer, le bronze, mus par le même mouvement de transmission, suivant le rythme et la respiration énorme de la machine à vapeur. C'est l'époque moderne! C'est le règne de la production capitaliste! c'est l'époque contemporaine, cette époque qui s'annonce suivant le mot de Marx « comme une immense accumulation de marchandises ».

Mais rentrons dans notre sujet. Comment est-on parvenu durant cette longue période, dans cet éblouissement, dans ce vertige, à maintenir l'équilibre en permanence entre la production d'une marchandise et sa consommation? Comment a-t-on réussi à éviter les longs chômages? Il faut dire la vérité! Le travailleur y a perdu la tête. Mais, heureusement pour lui, une divinité, un protecteur, presque un père, veillait à la sauvegarde de ses intérêts. Certes, dans chaque branche de travail humain la «surproduction» était devenue facile, mais le pauvre travailleur n'avait plus personnellement à s'en inquiéter.

Tandis que la machine remplaçait le petit outil, qu'à l'atelier se substituaient la manufacture, la fabrique, l'usine, — la quantité de capital nécessaire pour entreprendre une industrie allait toujours grossissant. Ceux qui n'étaient pas capables de fournir ce capital, formèrent la classe des compagnons, plus tard des salariés-parcellaires, et ils n'eurent plus qu'une préoccupation en tête, se faire embaucher. Ceux qui purent fournir ce capital, ou seulement une fraction conséquente, constituèrent la classe des capitalistes, des patrons, des fabricants, des maîtres. Ce sont ceux-là qui se sont chargés de toucher tous les bénéfices et de régulariser la production, qui ne contestant qu'il ne se soient parfaitement acquittés de la première partie de leur tâche, nous allons examiner seulement comment ils ont rempli la seconde.

Cette étude nous amène à la théorie du « débouché ».

—

Pour être mieux compris, nous prendrons un exemple bien simple; nous le choisirons tout près de nous; et afin que personne ne sorte de la discussion par la contestation de nos chiffres, nous prendrons à dessein des chiffres de fantaisie. Faisons cette hypothèse: chaque année, l'Amérique demande à la Suisse 10,000 montres. Dans ce cas, 10,000 montres, voilà le chiffre de notre débouché annuel.

Que faire en présence de cette hypothèse? — Ceci: se garder de produire au hazard, sans un plan général sérieusement conçu; entouré de données statistiques véridiques, on s'assurera d'abord si 10,000 est bien le chiffre moyen du débouché annuel; ensuite, on calculera la capacité productive moyenne de notre ouvrier horloger, et s'il faut 1000 ouvriers combinant leur travail annuel pour produire 10,000 montres, si l'on a les 1000 ouvriers, on n'acceptera plus que le nombre d'apprentis jugé nécessaire pour combler les vides que la mort pourra faire dans les rangs des travailleurs. S'il y a plus de 1000 ouvriers, on suspendra l'apprentissage; s'il y en a moins, on l'activera.

Organisée avec ce soin jaloux de la prospérité générale, l'industrie horlogère donnerait au monde un grand spectacle; celui d'un grand appareil hydraulique dans lequel circulerait abondamment l'un des affluents de la richesse sociale, la richesse horlogère, et dans lequel aucun engorgement ne serait à craindre, puisque les canaux de sortie et les canaux d'entrée auraient, chacun dans son ensemble, une égale capacité.

Les choses se sont-elles passées jusqu'ici avec une régularité semblable? Les très-intelligents fabricants que les circonstances ont placé comme directeurs à la tête de la fabrique horlogère ont-ils été soucieux des précautions si simples que nous avons rapidement énoncées?

Poser cette question, c'est y répondre. *Non*, évidemment.

Pourquoi?

Parce que, si facile la chose fût-elle, ce n'est pas l'intérêt général qui jamais leur sert de guide, mais seulement leur propre intérêt privé. Et, entre ces deux sortes d'intérêts — celui qui est respectable et celui qui ne l'est pas,—il y a incompatibilité complète.

Aux yeux du fabricant, voici dans quels termes se pose et se réduit tout le problème industriel. Il ne se demande pas, quelles sont les mesures à prendre, d'accord avec ses collègues, pour fournir convenablement le débouché de 10,000 montres, en écartant toute perturbation dans les affaires, mais au contraire, combien sur ces 10,000 montres, il pourra en fournir *à lui seul*, au détriment de ses concurrents et sans souci de l'avenir de la classe ouvrière. Or, comme chaque fabricant est assez honnête pour tenir à part soi un raisonnement identique, chacun se hâte, et pour arriver le premier et accaparer le marché, il fabrique à grand renfort d'ouvriers, d'apprentis, et à grands coups de capital. A ce moment, tout le monde s'illusionne; les affaires marchent! Mais bientôt la scène change: toute demande cesse; la production s'arrête net. Il y a eu «surproduction». On a encombré les marchés d'Amérique. *Le débouché est engorgé.*

Heureux sont à ce moment ceux qui peuvent attendre! A raison de 10,000 montres de vente annuelle, le travail reprendra dans un temps prochain. Alors on recommencera la même course furibonde. Mais pendant ce temps, le petit fabricant a fait la culbute; il a repris sa place dans le prolétariat. Mais pendant ce temps l'ouvrier est resté sans ressources, et dans sa maison grouillante d'enfants on pleure, on crève la misère et la faim! Qu'importe! N'y a-t-il pas des vaincus et des vaincus dans toute lutte? Messieurs un tel et un tel se sont enrichis, et leurs enfants sont mariés.

Triste, cette situation dont le retour est périodique! Pire encore, est celle d'aujourd'hui.

—

Nous venons de voir les fabricants, absorbés, dans un but de profit personnel, par la conquête du marché, ne tenir aucun compte de la vie des ouvriers, montrer la plus complète indifférence pour le sort de leurs petits concurrents. Nous allons montrer maintenant ces patriotes du bout des lèvres ne pas hésiter devant l'avilissement du travail national.

Le marché conquis, leur propre monopole créé, vont-ils du moins assurer la durée de ce monopole au profit de cette fabrique suisse que finalement ils représentent? Non, il ne penseront qu'à eux. Est-ce l'avenir de la fabrique suisse qu'ils ont eu en vue quand ils ont créé pour l'ouvrier le chômage, et pour le petit fabricant la culbute? Non, nos «petits juifs de l'époque» ne pensaient qu'à leur fortune propre. Louis XV économiques, ils se sont écriés: «Après moi, le déluge»! Non contents de vendre beaucoup, ils ont encore voulu sur chaque objet réaliser de gros bénéfices, et ils ont jeté sur le marché des produits de mauvaise qualité. «Ils ont avili la boite», «ils ont avili le mouvement» et bien d'autres choses encore.

Mais qu'allait faire l'Amérique en présence de «cette traite des montres»? Elle allait s'en affranchir. Les Etats-Unis qui ne demandaient pas mieux que d'appliquer leur activité et leurs capitaux à l'extension de leurs industries nationales, qui consentaient a rester tributaires de la Suisse horlogère dans une ceratine mesure, ont fini par se révolter et ils ont résolu de fabriquer eux-mêmes. Ils l'ont tenté, et avec leur incontestable habileté industrielle, ils ont réussi. Maintenant, ils ne veulent plus de nos «montres courantes», ils ont les leurs. Le «débouché» n'est plus seulement engorgé, *il est fermé*. La présente crise n'est plus une crise momentanée, c'est une crise permanente; pour notre industrie nationale, c'est peut-être la mort.

—

En résumé donc, nous pouvons dire:

Quand, l'industrie étant encore peu développée, l'échange se faisait dans la commune, le producteur, en rapport direct avec le consommateur, réglait sur le quantum de consommation l'activité de sa production. A ce moment, pas de «surproduction» possible, partant, pas de chômages. Quand l'échange est devenu national, puis international, le producteur s'est dédoublé en salarié, ne s'occupant plus que de travailler sur ordre, et en capitaliste, patron, fabricant, prenant sur lui la direction du mouvement industriel. Alors, nul ne s'est plus préoccupé de l'équilibre à maintenir entre la production et la consommation. Le salarié ne pouvait plus se reconnaître dans le fouillis des affaires. Le patron guidé par son intérêt personnel, sans préoccupation aucune du sort des masses, sans pitié pour le sort de ses concurrents, s'est désintéressé absolument du maintien de l'équilibre, il s'est mis d'abord à «surproduire» et *il a engorgé les débouchés*; ensuite, patriote de carton, sans souci de l'industrie nationale, il a *avili* notre réputation, créé indirectement la fabrique américaine, *et fermé* par cela, hermétiquement peut-être, *nos meilleurs débouchés.*

Certainement, ce sont là les causes de la crise actuelle, celles de son apparition, et celles de sa persistance inaccoutumée.

(A suivre).

MOUVEMENT SOCIAL

France

—

Nous recevons une lettre de Paris dont nous croyons devoir publier certains passages.

«Après les nombreux faits qui nous ont été signalés par des amnistiés s'étant adressés au comité bourgeois pour obtenir des secours, nous pouvons dès maintenant nous faire une opinion de sa valeur.

«Je ne vous apprendrai rien de nouveau en vous disant qu'il ressemble absolument à tous les comités bourgeois qui se sont constitués d'eux-mêmes afin de distribuer des secours aux victimes des incendies, des inondations, ou de tous autres sinistres.

«Le favoritisme y fait loi. La justice n'a rien à voir dans la distribution des secours. Ceux qui ont le plus besoin, sont ceux-là même qui reçoivent le moins. Le dévouement, le désintéressement et l'abnégation ne sont pas des vertus dominantes dans la classe bourgeoise: les frais généraux de ces comités sont énormes, relativement aux services qu'ils sont censés rendre. Les amnistiés qui se trouvent recommandés par les notabilités du comité, reçoivent facilement cent francs, deux cents francs, et plus encore. Mais ceux qui n'ont comme recommandation que le dévouement qu'ils ont apporté à la cause qu'ils ont défendue, et qui se trouvent véritablement dans le besoin, ceux-là, les représentants du comité cherchent à les humilier; il y en a qui n'ont rien reçu et d'autres dont on s'est débarrasé avec dix ou vingt francs.

«Il faudra cependant que la vérité se fasse jour et que le comité rende ses comptes».

«Un dicton dont la bourgeoisie abuse, inventé, je crois, par ce vieux farceur de Nadaud (ex-maçon devenu député) c'est que *quand le batiment va, tout va!* Ce dicton est complètement en désaccord avec ce qui se passe actuellement.

«Grâce au bon marché de la pierre, le bâtiment marche momentanément, mais tout ce qui est en dehors des industries qui se rattachent au bâtiment, va très mal, et vous savez qu'à Paris, ces industries-là occupent un très nombreux personnel. J'ai entendu plusieurs ouvriers de métiers différents se plaindre de cette crise qui ne semble pas devoir finir, et dans ma partie je n'en suis pas plus exempt que les autres.

«En attendant, le nombre des personnes inscrites aux bureaux de bienfaisance tend à augmenter de plus en plus. Le chiffre que nous donne la statistique officielle, dépasse le DIXIÈME de la population parisienne. Or, vous savez que le nombre des personnes qui ne peuvent pas jouir *des bienfaits* de la charité officielle, est beaucoup plus considérable, et leur existence difficile à expliquer. Il reste, en outre, la grande majorité des ouvriers qui vivent au jour le jour, c'est à dire qui n'ont pour vivre que le dernier argent qu'ils touchent et dont ils ont fait crédit à leurs patrons pendant 8 jours, 15 jours, ou même un mois.

«Telle est la situation qui fait dire à l'hôte fastueux du palais Bourbon, à M. Gambetta de Morny: «Il n'y a pas de question sociale!»

—

Attitude de M. Gambetta. — Nous empruntons à une lettre du cit. Victor Bernet le passage suivant:

«A minuit, M. Gambetta fit son entrée au bruit du canon. Il fit une courte allocution. Etant trop éloigné, je n'ai pu rien entendre; il fit majestueusement le tour de la salle, prodiguant force poignées de main. Quand il fut en face de moi, je le saluai par le cri de: «Vive l'amnistie!» réitéré trois fois. Cela l'a agacé; il me dit d'un ton bourru, en me repoussant: «Vous l'avez, l'amnistie.»

Décidément, cet homme devient gâteux à baver dans sa soupe.

—

Congrès de Marseille. — Dans la séance du 25 Juillet, la délégation parisienne pour le Congrès de Marseille ayant approuvé par 23 voix contre 20 les étranges démarches auprès des radicaux du conseil municipal de Paris, amis, comme on sait, de la politique Andrieux, une scission entre les corporations ouvrières paraît certaine.

MM. les radicaux, MM. L. Blanc, V. Hugo, et *tutti quanti* recommencent leurs menées désorganisatrices ordinaires!

Mais si une délégation parisienne va au Congrès de Marseille subventionnée officiellement, une délégation indépendante et pure de tout compromis bourgeois se formera de son côté.

—

Condamnation du Prolétaire. — Le jugement rendu contre le *Prolétaire* par la huitième chambre, à été confirmé en appel. Un an de prison et 1000 fr. d'amende!!

Quel amour de petite république nous avons! on en mangerait!

Nous recevons les lettres suivantes, que nous nous faisons un plaisir de publier:

Citoyens,

Nous recevons une lettre de notre ami Rogeard qui nous paraît avoir une grande valeur, non seulement comme expression de la pensée d'un honnête homme, mais aussi comme jugement historique. — Vous conviendrait-il de publier cette lettre?...

E. Reclus
G. Lefrançais

A Monsieur le Président de la République française.

Monsieur le Président

J'apprends que vous continuez à octroyer des grâces à vos adversaires, comme si vous aviez qualité pour cela; et que vous infligez cette distinction à ceux que vous jugez «les moins coupables» d'avoir servi hier la République que vous gouvernez aujourd'hui; ce qui n'a rien d'excessivement flatteur ni pour eux, ni pour vous. J'apprends aussi que vous vous êtes permis de mêler mon nom à cette comédie

monarchique de la clémence, dans laquelle vous avez accepté l'honneur du premier-rôle. Je pourrais vous demander pourquoi il vous a plu de me gracier, et qui vous en a prié, et de quoi vous vous mêlez; je me contenterai de vous soumettre une simple observation :

Il peut m'arriver, comme à vous, le soir, en revenant chez moi, qu'un portier négligent ou facétieux, ne réponde pas à mon premier coup de sonnette; mais il aurait beau dire, une première fois: «je te condamne», une seconde fois: « je te fais grâce »; la seconde fois, comme la première, il dirait une sottise; et toutes les sottises qu'il dirait ne sauraient changer en rien ni mon droit ni mon désir de rentrer chez moi. Ma maison ne cesse pas d'être ma maison, parce que je trouve un insolent à ma porte. Je rentre donc dès qu'il a ouvert, et je rentre par la grâce de mon portier; mais je rentre justement irrité, et peu disposé à l'indulgence pour cet étrange gardien de mon foyer, pour un fonctionnaire si lent à faire son devoir, ne le faisant qu'à moitié et d'une façon si impolie; pour un serviteur enfin si mou, si peu sûr et si peu différent de celui qui s'est fait renvoyer avant lui.

J'aime à croire, Monsieur le Président, que vous ne pourrez qu'approuver ces sentiments qui, sans doute, étaient les vôtres, le jour où il vous arriva, comme à moi, d'être atteint par l'arbitraire d'un Président.

Salut et fraternité!

A. ROGEARD,
Proscrit de 71, gracié de 79,
Professeur libre à Pest.

Fiume, 23 juillet.

—

Le cit. Armand Moreau, amnistié par la clémente République, nous a envoyé aussi une lettre de protestation, en date du 7 juillet, que nous regrettons de n'avoir pas pu publier plus tôt, et à laquelle nous empruntons aujourd'hui les passages suivants. Le cit Moreau dit:

« Je déclare :

« Que nul n'a le droit de m'engager en quoi que ce soit sans mon consentement, ce qui dans ce cas n'a pas eu lieu; et que je repousse toute espèce de compromis avec ceux qui, après avoir été parjures, sont devenus assassins pendant la grande semaine et qui maintenant veulent se donner le rôle d'hommes généreux en pardonnant...

« ... Ils oublient, les satisfaits, que s'ils ont lieu de l'être, ce n'est que grâce à ces fous, à ces fauteurs de désordres qui depuis des siècles luttent pour l'égalité.

« Mais aujourd'hui les partis se séparent; la bourgeoisie qui soutenait le peuple dans ses révolutions et en profitait, le renie et l'écrase dans la révolution sociale. C'est logique. Le peuple rentre en possession de lui-même.

« Soit, nous acceptons. Mais qu'ils sachent bien: entre eux, les Versaillais, et nous, les communards, il y a 35,000 morts ».

BELGIQUE

—

L'AFFAIRE DES PLACARDS

Je n'ai plus en mémoire dans quelle préface de son théatre Victor Hugo dit qu'il n'est point de drame sans comédie. Cette observation est juste. Après Hœdel, après Nobiling, après Moncasi, après Passanante, après Solovieff, M. Van Hamme! à la suite des héros, la pâtre; après les martyrs, le coquin. Hier, le drame avec les Internationaux pour de bon, maintenant la farce avec les noirs ou les roses, les francs-maçons ou les jésuites, en tout cas, avec les internationaux de carton.

Il s'agit de l'affaire — plutôt, de la comédie des placards.

D'abord, voici les faits:

Quand le roi des belges, M. Léopold II, eut signé et promulgué la *loi de malheur*, des affiches dans ce sens, et dans ce style: « *Poignardons le Roi, ce tyran du peuple belge!!! Massacrons sa famille pour la gloire de Dieu!*» furent placardées sur quelques monuments publics, à Bruxelles, à Liège, à Nivelles.

Chacun se demanda qui avait fait le coup?— On raconta qu'un certain écrivain public du nom d'Asselbergs s'était présenté à la justice et avait fait des révélations. C'était lui qui pour 50 francs avait écrit des copies d'un modèle de placard, et il dénonça comme instigateur un nommé Van Hamme déjà arrêté à la suite d'une querelle d'estaminet. Van Hamme interrogé, fit des aveux: il déclara être l'agent d'un frère servant du collége des jésuites, le père Nicolaï. Des perquisitions au domicile de Van Hamme amenèrent la saisie d'un modèle de placard et de la note que je transcris:

« *Je reconnais devoir à M... Asselbergs la somme de cinquante francs. Si cette somme ne lui est pas payée par moi, elle le sera par le père Nicolaï, au collége des jésuites, rue des Ursulines* ».

Une descente eut lieu chez les dégradants pères, et naturellement elle fut sans résultat. Cependant Nicolaï fut inculpé, arreté, mis en prison. Trois jours après il fut relâché, quoique maintenu à la disposition du parquet. Quant à Van Hamme, il est toujours en prison.

Mais tout cela ne nous apprend pas grand chose, et le public se pose encore la même question: Qui a fait le coup?

D'abord, et cela m'a paru étrange, personne n'a accusé l'Internationale. L'opinion publique a d'abord cru que l'afficheur était quelque sacristain fanatisé par les déclamations à froid de la cléricaille. Les libéraux ont accusé les cathotiques qui ont soupçonné les libéraux.

Cherchons.

Qu'est M. Van Hamme?

M. Van Hamme, dit *Barbe-Bleue*, parce qu'il a déjà consommé plusieurs femmes, est un fort triste sire. C'est un failli, c'est un ivrogne, c'est un voleur.

Arrêtons-nous là un moment.

Nous en avons assez dit, n'est-ce pas, pour qu'il soit évident que Van Hamme n'est pas un de ces hommes qui dévouent leurs vies à une cause bonne ou mauvaise, qui meurent pour leurs convictions. Il n'est pas de la race des Jacques Clément, des Ravaillac. Van Hamme est une canaille, l'agent du parti qui le paye.

Puisque Van Hamme a une ficelle entre les jambes, cherchons la main qui tire ce cordon.

Van Hamme a été jadis établi comme tapissier. Il était fournisseur de drapeaux du pape, agent électoral et membre du cercle catholique. Tout Bruxelles l'a connu comme tel. Ces particularités, jointes aux recherches de la police, ont tout naturellement dirigé les soupçons sur les bons pères de Loyola.

Mais voici ce que les calotins répliquent:

« Depuis longtemps, Van Hamme n'est plus des nôtres. Il n'est pas membre du cercle catholique; il en a été ignominieusement chassé».

Pourquoi, savez-vous? parbleu, comme fripon! pas plus. Nos calotins qui ont les yeux partout, même aux derrières, ont surpris Van Hamme en colloques mystérieux dans les rues et à l'Hôtel de Ville, avec les agents de la police secrète. La femme de Van Hamme interrogée par les jésuites, tournée et retournée comme ils savent faire, a avoué que son mari faisait partie de cette honnête institution. « Alors—dit un document clérical que j'ai sous les yeux—le sieur Van Hamme, espion de police, fut immédiatement mis à la porte du cercle, avec les honneurs *dûs à son sexe (sic)* et à son rang ».

L'affaire des placards est donc une comédie, un coup monté dans un but électoral quelconque. Van Hamme étant un coquin, s'est bien gardé de placarder pour son compte, de s'exposer à la prison pour rien. Van Hamme a été payé. Par qui? nous ne sommes pas en état de le décider encore, mais il n'en reste pas moins acquis cette chose, que les deux partis, libéral et catholique, emploient dans les luttes politiques des agents de cette moralité. N'est-ce pas le cas de s'écrier avec Claude Lantier du *Ventre de Paris*:

« Quels gredins que les honnêtes gens! »

IRLANDE

—

L'agitation agraire se produit toujours avec plus d'énergie. Les paysans et les petits fermiers forment entre eux des ligues qui sèment la terreur parmi les seigneurs et leurs agents. Les membres de ces ligues ne paient pas les rentes dont les propriétaires, du sol les écrasent, et ils forcent les peureux à faire de même, en leur envoyant des lettres qui les menacent de mort s'ils continuent à payer les rentes. Lorsque les autorités arrivent pour expulser de leurs fermes les paysans qui ont pris la résolution de ne pas payer, alors, ou bien ils brûlent les arrêts des tribunaux, chassent les agents et reçoivent la police à coups de pierres, ou bien ils condamnent à mort le seigneur ou, plus souvent, son agent,—puisque les seigneurs préfèrent dépenser leurs immenses rentes partout ailleurs que dans leurs terres. Les tribunaux du peuple fonctionnent à merveille, et jamais la police ne parvient à découvrir, ni les juges, ni les exécuteurs de leurs sentences, toujours rigoureusement mises en vigueur, quels que soient les obstacles à surmonter. Ces exécutions sèment une terreur si grande, que pour la plupart, les agents et les juges de paix refusent leurs places, en disant que jamais ils ne retourneront « servir » un peuple pareil.

Bref, les comtés du centre et ceux de l'occident sont dans un état permanent de sourde révolte, et les assises réunies dans le courant de juillet, viennent de voter des résolutions dans lesquelles elles exposent ces faits et demandent au parlement.... la suspension des garanties constitutionelles, c'est à dire, l'état de siége.

C'est cela qui fera cesser la révolte!.... Sept cent quarante deux vauriens se sont emparés des *deux tiers* de la surface de l'Irlande, ou de la presque totalité des bonnes terres du pays; ils écrasent par de lourds fermages une population de cinq millions d'habitants et la réduisent à un état qui, après une mauvaise récolte, fait périr de faim trois cents, quatre cents mille hommes en quelques mois, parfois même deux millions, comme en 1848; et lorsque le peuple se dit: «assez! il faut en finir!» alors viennent état de siége, emprisonnements, et la corde!

Espérons que cette fois-ci, l'agitation aidée de mille autres causes, parviendra enfin à ébranler cet état de brigandage des riches, qu'on nomme une société organisée.

Russie

—

SOCIALISME DANS LES VILLAGES.

On se demande souvent, jusqu'à quel point la propagande des socialistes russes touche la masse du peuple: toute l'agitation ne se borne-t-elle pas aux classes aisées, tandis que les masses, surtout les paysans, restent toujours dans une inertie complète?

Maintenant, un procès qui ce mois-ci se termina à Kieff, vient prouver le contraire. Voici ce qu'il nous apprend:

Les paysans d'un village du district de Tchiguirine, que le gouvernement voulait forcer à introduire chez eux la propriété individuelle du sol, au lieu de la propriété collective-communale qui existait jusqu'à présent, résistaient depuis quelque temps à cette mesure: ils comprenaient bien qu'elle amènerait nécessairement la ruine complète des plus pauvres au profit des plus riches.

Trois socialistes profitèrent de ce mécontentement, pour former une organisation révolutionnaire. Comme les paysans espéraient toujours que le tsar prendrait leur parti contre les seigneurs et les autorités auxquels ils attribuaient ce changement dans la forme de la propriété, nos amis ne touchèrent pas d'abord à ce préjugé, trop enraciné par toute l'histoire pour être démoli en un jour. Ils tâchèrent au contraire d'en tirer profit, en faisant avant tout comprendre aux paysans que le tsar, avec tout le bon-vouloir possible, ne peut pas résister à la pression de son entourage composé de

seigneurs; que les paysans doivent donc former eux-mêmes une organisation ayant pour but d'entrer en lutte ouverte avec les seigneurs, pour s'en débarrasser complètement un jour et pour s'emparer de tout le sol. L'organisation une fois formée et des relations intimes une fois établies, ils eurent toutes les facilités nécessaires pour éliminer dans l'esprit des paysans leurs préjugés sur l'existence d'un tsar-protecteur, pour grouper un noyau d'hommes intelligents qui ne se faisaient plus d'illusions sur la situation, et pour former enfin une vaste organisation militante.

Ils réussirent parfaitement. Des réunions nocturnes de plusieurs centaines de personnes qui venaient prêter serment de fidélité à l'organisation; des lettres circulaires qui se passaient comme une relique par les mains calleuses, se recopiaient dans les granges, se lisaient la nuit et se méditaient dans les champs; enfin, les longs entretiens avec les plus actifs, tout cela devint un puissant moyen de propagande et d'élimination des préjugés.

L'organisation qui portait le nom de *Société secrète des Amis («Taïnaïa Drougina»)* se répandit avec une rapidité sur laquelle on n'aurait jamais osé compter au début. Quinze cents personnes vinrent bientôt s'inscrire sur les listes de la société et prêter serment (c'est à l'acte d'accusation que nous empruntons ce chiffre; en réalité, le nombre des membres avait atteint 2000). Des ramifications s'étendirent sur 11 villages dans 9 circuits. L'organisation était complètement militante; chaque membre avait pris l'engagement de se pourvoir d'armes et de se forger au moins une pique.

Le défaut d'organisation préalable ayant empêché de préparer à temps une insurrection soutenue par les socialistes armés, la société fut découverte avant qu'elle eût pu s'affirmer ouvertement par la voie des faits. Mais elle a néanmoins laissé des traces profondes, et il paraît qu'elle n'a pas cessé d'exister jusqu'aujourd'hui.

L'enquête sur cette affaire a duré plus d'une année, et pendant ce temps-là, nos trois amis, avec l'aide d'un camarade qui avait su se faire accepter comme gardien à la prison de Kieff, ont réussi à s'évader. Dans le procès qui vient d'avoir lieu, 45 paysans, c'est à dire, les membres les plus actifs de l'organisation, ont comparu devant le tribunal. Cinq furent condamnés (Efime Oleïnik, Jean Piskovoï, Lazare Ténénika, Kozma Proudkoï et Michel Goudze) à des termes de un an et demie à 2 ans 9 mois de réclusion. Tous les autres furent acquittés.

Le gouvernement couvre toute cette affaire du plus profond mystère; ce qui n'a pas empêché cependant qu'au moment même du procès, les paysans de district de Tarascha (adjacent à celui de Tchiguirine) s'insurgent à propos de bruits sur l'expropriation des seigneurs et résistent à la force armée. Cette insurrection est certainement une des suites de l'agitation créée par la *Société des Amis*.

—

EXTRAITS DE LA « TERRE ET LIBERTÉ ».

Nous venons de recevoir les derniers numéros du *Bulletin de la* TERRE ET LIBERTÉ (numéros 5 et 6). La vaillante « Imprimerie libre de Pétersbourg » défie toujours les efforts de la police et continue à faire paraître son journal à de courts intervalles. Nous nous empressons d'en donner quelques extraits.

Nous nous doutions depuis longtemps que les bruits répandus journellement par la presse occidentale sur les extorsions d'argent aux riches négociants, lesquelles auraient été faites par le «Comité exécutif», n'étaient que des nouvelles à sensation, inventées par ces marchands de nouveautés qu'on nomme journalistes, ou par leurs écrivassiers à un sou la ligne. Maintenant le *Bulletin* vient confirmer nos prévisions. Il annonce que l'affaire des 15,000 roubles, exigés de M. Kokoreff par des messieurs qui signaient: « Comité Central », doit être une machination, soit de la police, soit des « valets rouges » (association d'escrocs qui s'occupent de vols, de chantage, tripotages de Bourse, etc.). Le *Bulletin* répète ce qui fut dit à ce sujet dans les numéros 2 et 3 de la TERRE ET LIBERTÉ, c'est à dire, que tous les avis émanant du Comité exécutif sont envoyés sur papier avec un en-tête imprimé, qu'il portent toujours le timbre du Comité, dont le journal donne le dessin (hache, poignard et revolver croisés), et que chaque avis est immédiatement publié dans la TERRE ET LIBERTÉ.

Ce démenti vient d'ailleurs d'être confirmé par plusieurs faits: ainsi, le *Télégraphe* d'Odessa nous apprend qu'un millionnaire de cette ville, M. Ralli, ayant reçu une lettre signée: « Les membres du Comité révolutionnaire » et contenant l'invitation, sous menace de mort, de payer 1000 roubles aux auteurs de la lettre, la police parvint à arrêter ceux-ci; c'étaient... des garçons de café. Une autre fois, lorsqu'un riche propriétaire reçut une lettre pareille, une enquête sérieuse fut commencée, et les journaux affirment maintenant que l'enquête prouva que la lettre avait été écrite par des employés subalternes de la police locale.

Nous savions fort bien que les socialistes russes n'auraient pas recours à de pareils moyens. S'ils manquent d'argent, ils préféreront se le procurer à main armée, sachant que ce moyen-ci aura toujours l'approbation du peuple.

—

Un autre document important que nous trouvons dans le numéro 6 du *Bulletin*, c'est la lettre suivante, écrite par Valérien Ossinsky de la prison de Kieff, quelques heures avant sa mort. Nous nous faisons un devoir d'en reproduire des extraits:

« Chers amis et camarades!

« C'est la dernière fois de ma vie que je vous écris, je commence donc par vous embrasser de tout mon cœur...

« Nous ne regrettons nullement de mourir: nous mourons donc pour l'idée! Nous n'avons qu'un seul regret, c'est de ne mourir que pour la honte du monarchisme expirant, et non pas pour quelque chose de meilleur: qu'avant de mourir, nous n'ayons pas réussi à réaliser ce que nous voulions faire. Nous vous souhaitons, chers amis, de mourir plus productivement. C'est la seule chose, la meilleure, que nous puissions vous souhaiter. Cependant ne gaspillez pas votre sang, si précieux. Ils en ont pris déjà assez, et ils en prennent toujours...

«...Nous ne doutons pas que maintenant votre activité ne tende vers un seul et même but: même si vous ne l'aviez pas écrit, nous aurions su qu'il en serait ainsi. Le parti, aujourd'hui, est dans l'impossibilité physique de faire autrement. Mais, pour mener sérieusement la *terreur*, il vous faut des hommes et des moyens...

(Suivent des conseils pratiques, qu'on ne peut pas publier maintenant).

« C'est tout, je crois, pour ce qui concerne les affaires. Je renonce à peine au désir de me lancer dans les théories, mais.... impossible, le temps presse, et puis...

« Eh bien, bonne chance, chers frères!... Tu nous demandes, V., nos biographies. A quoi bon, frère? Si on en a besoin, on pourra les faire sans nous. Et puis — qu'on nous oublie plus vite! qu'on pense seulement à la cause.

« Adieu donc, chers amis et camarades, je vous embrasse bien fort, de tout mon cœur, et pour la dernière fois je vous serre les mains de toute ma force...

VOTRE VALÉRIEN.

14 (26) avril 1879.

« Ma petite sœur a été arrêtée à la sortie de sa visite en prison et exportée ».

Lorsque les hommes vont à la mort avec cette tranquillité de la ferme conviction, ce n'est pas par les massacres que le tsarisme tuera le socialisme en Russie. Il se tuera plutôt lui-même.

—

Les journaux russes nous apportent la nouvelle de nouveaux massacres.

Le 19, 22 et 26 juillet, la cour martiale de Kieff a jugé une quinzaine de socialistes, tous jeunes gens, accusés d'avoir fait partie de sociétés secrètes, d'avoir cherché à piller une caisse militaire à Jitomir, d'avoir opposé une résistance armée à la police, d'avoir fait une tentative d'assassinat sur la personne d'un agent de police, etc.

Trois de ces jeunes gens, Gorsky, Biltchansky et Ovtchinnikoff furent condamnés à mort.

Un professeur de chimie de Lvoff (Galicie), Bogdanovitch, accusé d'avoir importé en Russie, par contrebande, des écrits socialistes, fut condamné aux travaux forcés.

Enfin, deux jeunes gens, Fédoroff, et Krassovsky, accusés d'avoir fabriqué des bombes Orsini, furent condamnés à mort.

Le général-gouverneur de Kieff, Tchertkoff, a confirmé l'arrêt, et le 30 juillet, Gorsky, Biltchansky et Fédoroff furent pendus.

Le gouvernement russe veut habituer le peuple aux exécutions sommaires? Il n'y réussira que trop bien.

—

Un fait significatif. Cinq paysans ont été arrêtés dans le district de Zemlansk (province de Voronège) pour injures proférées contre le tsar lors du service divin célébré à propos de l'attentat de Solovieff.

Nous mettons en garde nos amis et les socialistes de tous pays contre le soi-disant *Bagiardi Generoso* de *Orbetello* (Italie) surnommé *Saute-montagnes*. Il a voyagé en Espagne, en Allemagne et en Suisse sous le nom de *Giuseppe Costa* et il s'est fait passer, soit pour le cousin, soit pour le frère du socialiste italien Andréa Costa. Il a été partout bien reçu par les socialistes qui, prêtant foi à ses assertions, lui donnèrent des lettres de recommandation; mais dernièrement il fut démasqué à Lugano. Il raconte qu'il vient de Londres et qu'il a été arrêté à Leipzig pour avoir distribué des exemplaires de la « Freiheit », journal que publie à Londres le député socialiste allemand Most. Il paraît, il est même presque sûr, que ce même individu fut un jour assommé de coups à Florence, où il se faisait stupidement passer pour Andréa Costa, et que c'est le même qui fut arrêté à Lodi et qui fit trouver sur lui toute une machine policière de chiffres, adressée à la rédaction de la *Plebe* de Milan, ce qui donna prétexte à des poursuites contre ce journal. On n'est pas sûr qu'il soit un mouchard ou simplement un escroc; mais il est probable qu'il est l'un et l'autre.

Il a une taille moyenne; cheveux noirs, les yeux noirs et vifs; le teint brun, les moustaches d'un brun châtain. Il parle italien et aussi un peu l'allemand et le français. Il voyage avec une gibecière et un parapluie. Il se dit cuisinier. Maintenant il doit s'être dirigé sur Vienne.

ASSOCIATION INTERNATIONALE
DES TRAVAILLEURS.
Section d'Etude et de propagande
de Lausanne.
RÉUNION DU 16 AOUT AU LOCAL HABITUEL

Les compagnons faisant partie de la Section sont convoqués en assemblée extraordinaire, à 8 heures du soir. Il sera traité de sujets de la plus haute importance. Les compagnons qui croieraient devoir se soustraire à cette convocation sans motifs valables et sans en prévenir la Section, sont prévenus par le présent avis qu'il sera pris, séance tenante, des dispositions à leur égard.

LE COMITÉ.

En vente au kiosque rue du Mont Blanc
LE PROLÉTAIRE
JOURNAL RÉPUBLICAIN
des ouvriers démocrates-socialistes
paraissant le samedi. — Prix 10 centimes.

En vente dans tous les kiosques
LE PROCÈS DE SOLOVIEFF
Prix 20 centimes.

Genève. — Imprimerie Jurassienne, rue des Grottes, 24.